

SUÈDE

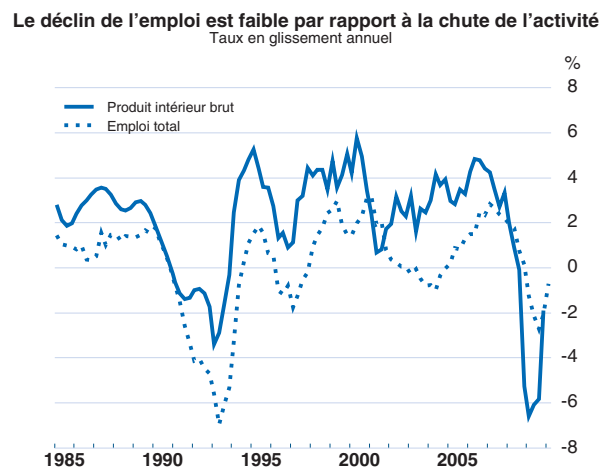
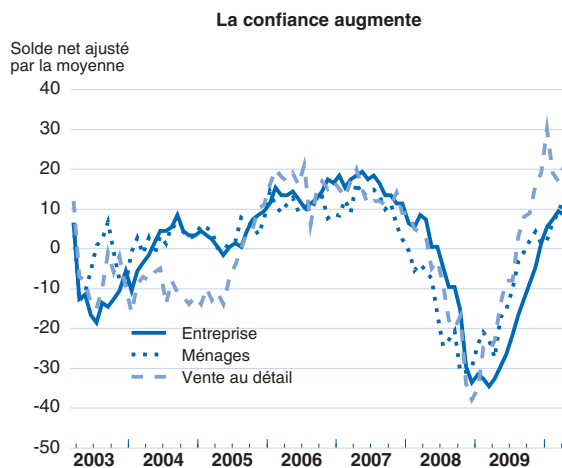
L'économie suédoise a connu une grave récession en 2008-09. Bien que l'activité redémarre, le volant de ressources inutilisées dans l'économie est aujourd'hui considérable et le chômage demeurera élevé pendant un certain temps.

Les taux directeurs devraient commencer à augmenter assez rapidement, mais l'orientation de la politique monétaire resterait, à juste titre, accommodante pendant un certain temps. La politique budgétaire soutient la demande en 2010 et, conjuguée aux mesures spécifiques destinées à limiter le chômage de longue durée, atténue la montée du chômage. Néanmoins, une fois que la reprise sera fermement engagée, les autorités devront faire preuve de discipline budgétaire pour atteindre leur objectif d'excédent budgétaire à moyen terme.

La contraction de l'activité s'est poursuivie jusqu'à la fin de 2009

Au dernier trimestre de 2009, le PIB réel a enregistré sa sixième baisse en l'espace de sept trimestres, sur fond de faiblesse des exportations comme de la consommation. Néanmoins, la confiance des consommateurs et des entreprises s'est généralement améliorée au cours des derniers mois, et les ventes au détail, malgré leur volatilité, semblent s'être redressées depuis le début de 2009. La récession économique a entraîné une nette dégradation du marché du travail, le taux de chômage s'établissant aujourd'hui aux alentours de 9 %, même si le recul de l'emploi est resté modéré au regard de l'ampleur de la récession et les pertes d'emploi dans le secteur privé ont principalement concerné l'industrie qui est sensible aux exportations. Les suppressions de postes ayant été relativement limitées, il est peu probable que les entreprises recrutent beaucoup dans les premiers temps de la reprise, si bien que le chômage restera élevé.

Suède



Source : National Institute of Economic Research, OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932311764>


Suède : Demande, production et prix

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
Consommation privée	1 389.3	3.8	-0.1	-0.8	1.2	2.9
Consommation publique	765.3	0.8	1.2	1.3	0.4	0.6
Formation brute de capital fixe	551.1	9.1	1.4	-16.0	3.6	5.9
Demande intérieure finale	2 705.7	4.0	0.6	-3.5	1.4	2.8
Variation des stocks ¹	0.4	0.7	-0.5	-1.4	0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 706.1	4.7	0.0	-5.0	1.8	2.8
Exportations de biens et services	1 504.8	5.9	1.2	-12.4	2.5	6.9
Importations de biens et services	1 266.4	9.3	2.5	-13.2	0.8	6.6
Exportations nettes ¹	238.4	-1.0	-0.5	-0.5	0.8	0.6
PIB aux prix du marché	2 944.5	3.5	-0.6	-5.1	1.6	3.2
Déflateur du PIB	–	2.6	3.4	2.2	2.9	2.3
<i>Pour mémoire</i>	–					
Indice des prix à la consommation ²	–	2.2	3.4	-0.3	1.4	2.0
Déflateur de la consommation privée	–	1.3	2.9	2.0	3.6	2.1
Taux de chômage ³	–	6.1	6.2	8.3	8.8	8.7
Taux d'épargne des ménages ⁴	–	9.2	11.2	11.4	11.7	9.3
Solde des administrations publiques ⁵	–	3.5	2.2	-1.1	-2.9	-1.7
Balance des opérations courantes ⁵	–	8.2	9.3	7.2	6.3	7.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.
- Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.
- En pourcentage du revenu disponible.
- En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313911>

Les conditions financières ont été généralement stables

Les marchés monétaire et obligataire ont été en général relativement stables au cours des derniers mois. Les crédits bancaires aux ménages ont commencé à augmenter légèrement par rapport à l'année dernière, mais les prêts aux entreprises continuent de reculer.

L'orientation des politiques monétaire et budgétaire est expansionniste

L'inflation globale (qui intègre les charges d'intérêts hypothécaires) devrait continuer à augmenter, du fait de la hausse des taux d'intérêt. Néanmoins, l'inflation sous-jacente devrait refluer en 2010-11, compte tenu de l'ampleur des capacités excédentaires, de la modération des tensions salariales (à en juger par les récents accords salariaux) et de l'ancrage encore solide des anticipations d'inflation à long terme. Vers la fin de l'année, la banque centrale estime qu'elle commencera sans doute à relever – à juste titre – le taux d'intérêt directeur, qui s'établit aujourd'hui à ¼ pour cent. Néanmoins, des taux d'intérêt réels négatifs resteront nécessaires pour soutenir la demande bien au-delà du début de l'année prochaine. Étant donné la normalisation des conditions financières, les récentes mesures prises par la banque centrale pour démanteler les dispositions non conventionnelles adoptées dans le cadre de la politique monétaire

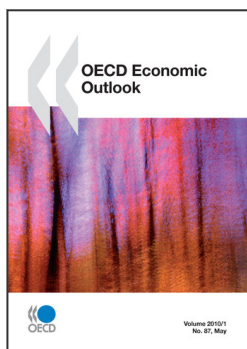
sont opportunes. Le jeu des stabilisateurs automatiques et les mesures budgétaires discrétionnaires, conjuguées aux programmes du marché du travail, étayeront la demande et limiteront la progression du chômage de longue durée, notamment en 2010. Ces mesures budgétaires comprennent des réductions d'impôts, des hausses des allocations familiales et la concentration en début de période de certaines dépenses d'infrastructure. Dans les temps à venir, l'amélioration de la situation économique et la limitation des dépenses contribueront au comblement du déficit budgétaire.

La croissance du PIB devrait se raffermir

La reprise sera étayée par un renforcement de la croissance de la consommation, dans un contexte de faibles taux d'intérêt et de politique budgétaire expansionniste. Ces facteurs compenseront largement l'effet de freinage exercé par l'atonie du marché du travail et l'ampleur de l'épargne de précaution. Les exportations tireront également la croissance sur fond de redressement de l'activité et de la demande étrangère, ainsi que le laisse augurer l'amélioration des carnets de commandes. Toutefois, les produits manufacturiers et les biens d'équipement représentant une proportion importante des exportations et l'utilisation des capacités à l'étranger étant généralement faible, la reprise des exportations devrait être relativement modeste. L'utilisation limitée des capacités intérieures a réduit la nécessité de nouveaux investissements, si bien qu'ils augmenteront assez modérément au cours de la période considérée malgré les fortes baisses de l'année dernière.

Des risques entourent la vitesse de la reprise

Il y a des risques sur la croissance, à la fois à la hausse et à la baisse. Les engagements des banques suédoises vis-à-vis de l'Europe de l'Est pourraient entraver la reprise, faute d'amélioration de la situation qui prévaut dans cette région du monde. Inversement, la croissance pourrait être plus vigoureuse que prévu si la demande mondiale devait se révéler plus forte qu'on ne s'y attend ou si le marché du travail continuait de surprendre à la hausse.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-33-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.